

Brochure n° 3061

**Conventions collectives nationales**

**AGENCES DE VOYAGES ET DE TOURISME**

IDCC : 1710. – **Personnel des agences de voyages et de tourisme**

IDCC : 412. – **Guides accompagnateurs et accompagnateurs  
au service des agences de voyages  
et de tourisme**

---

**AVENANT N° 2 DU 16 JUIN 2008**

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA 2008-2010**

NOR : *ASET0850848M*

IDCC : *1710*

---

**Article 1<sup>er</sup>**

*Préambule*

Après la signature du projet d'accord paritaire relatif à la classification des emplois et les différentes réunions de négociation relatives à la revalorisation des salaires minima conventionnels, le SNAV et les organisations syndicales adoptent le présent projet de revalorisation des salaires minima de branche.

La croissance des salaires minima sur les années 2008 à 2010 répond à la volonté des parties et de toute la profession de mettre à la disposition des entreprises et des salariés un outil moderne de classification et de reconnaissance des métiers et des compétences, de revaloriser sur le long terme les conditions d'emploi de l'ensemble des salariés de la branche et donc de développer l'attractivité de celle-ci, en particulier vis-à-vis des jeunes.

**Article 2**

*Les objectifs de la revalorisation des salaires minima 2008-2010*

Le présent avenant a pour finalité de créer des écarts significatifs et croissants entre les salaires minima des différents groupes et les maintenir : cet engagement, qui donne toute sa signification à la grille en tant qu'outil d'évolution professionnelle, assure une garantie quant à l'évolution du pouvoir d'achat à toutes les catégories professionnelles.

### Article 3

#### *Les modalités de la revalorisation des salaires minima 2008-2010*

Les parties s'engagent à ce que le salaire minimum du groupe A soit supérieur au SMIC. En conséquence, lors de toutes décisions de revalorisation du SMIC, et dans un délai maximum de 30 jours suivant la mise en œuvre de celle-ci, les parties se rencontreront pour négocier l'augmentation du salaire minimum du groupe A.

Les objectifs doivent être atteints en 3 étapes : juillet 2008, juillet 2009, juillet 2010.

La revalorisation des salaires minima aura un impact significatif sur les coûts salariaux de nombreuses entreprises, direct et indirect, en particulier par la majoration des primes d'ancienneté ; afin de prendre en compte cette situation et donc faciliter une mise en œuvre cohérente de la nouvelle grille de classification, les parties conviennent que l'obligation conventionnelle de garantir une rémunération minimale à chaque salarié pourra être satisfaite au choix par :

A. – Option 1 : un salaire mensuel de base au moins égal au salaire minimum du groupe de classification attribué au poste du salarié.

B. – Option 2 : une rémunération annuelle réelle au moins égale à : salaire minimum du groupe du poste attribué au salarié  $\times$  12 mois + 10 %.

Pour déterminer la rémunération annuelle réelle, les éléments de rémunération suivants ne sont pas pris en compte : la prime d'ancienneté, les avantages en nature, l'intéressement et la participation, le paiement des heures supplémentaires et l'indemnité compensatrice de congés payés en cas départ d'un salarié.

L'entreprise devra faire le choix de l'option au plus tard le 31 janvier de l'année concernée après avoir informé et consulté les représentants du personnel.

A défaut, l'option 1 sera appliquée automatiquement.

L'entreprise devra informer ses salariés de l'option finalement retenue.

### Article 4

#### *Les écarts hiérarchiques entre les salaires minima de chaque groupe*

L'entreprise s'engage à assurer une progression linéaire par tiers entre 2008 et 2010 pour atteindre les objectifs d'écarts hiérarchiques tels que définis ci-dessous au 1<sup>er</sup> juillet 2010. Conformément à l'engagement des parties défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3, le salaire minimum du groupe A doit être constamment supérieur au SMIC, et la négociation déterminera chaque année l'augmentation du salaire minimum pour répondre à cet objectif.

Des écarts significatifs et croissants sont donc créés entre les salaires minima de chaque groupe, et cet objectif sera réalisé en 3 étapes.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2010, les écarts devront être les suivants :

- 4 % entre A et B ;
- 5 % entre B et C ;
- 7 % entre C et D ;

- 12 % entre D et E ;
- 17 % entre E et F ;
- 22 % entre F et G.

Fait à Paris, le 16 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

SNAV.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFE-CGC ;

CSFV-CFTC ;

CGT-FO.